

L'ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE

Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution !

jeunes.npa2009.org

#35
MARS
2014

1€

60 % des jeunes

veulent refaire un **MAI 68**

**ON S'Y MET
QUAND ?**



ZOOM SUR

**UKRAINE,
BOSNIE...
luttés en
Europe de
l'Est**

P.2



Bosnie, février 2014 :
«ce n'est pas une manifestation, c'est une révolution»

DOSSIER

**le combat
pour la
PALESTINE**

P.4



**NPA
JEUNES**

★ Édito ★

A lors que la situation des jeunes se dégrade dans le pays, le gouvernement socialiste continue sa politique en faveur des patrons. Non seulement Hollande leur offre 30 milliards d'euros, mais ne leur demande rien en échange à part des promesses d'embauche et la création d'un « observatoire des contreparties ». On aurait pu croire à une bonne blague mais non... Hollande fait de la jeunesse sa priorité en créant ce fameux observatoire !

Pourtant, les jeunes sont de plus en plus inquiets quant à leur avenir comme l'indiquent l'ensemble des sondages et des enquêtes qui sont publiés ces dernières semaines. C'est le signal qu'a envoyé l'enquête dénommée « Génération Quoi ? » : toute notre génération a compris qu'elle vivrait moins bien que la précédente et qu'elle ne connaîtra que la crise si elle ne fait rien.

Heureusement, cette enquête révèle surtout que plus de 60% des jeunes déclarent être prêts à participer à un mouvement de révolte à la Mai 68. C'est effectivement la seule solution aujourd'hui. Refaire un Mai 68 qui aille jusqu'au bout et qui débouche sur la remise en cause de ce système qui nous a conduits à la misère dans laquelle nous sommes. D'ailleurs, le gouvernement vient de tomber en Egypte (c'est le quatrième à connaître ce sort depuis le début de la révolution), et la grève est en train de devenir générale dans le pays à l'heure où nous bouclons ce numéro.

Alors n'hésitons pas à nous servir de la moindre occasion pour mettre la pression sur ce gouvernement PS-MEDEF et reprendre la rue qui a été beaucoup trop occupée par les réactionnaires. Les occasions pour que les jeunes et les travailleurs occupent la rue ne manqueront pas dans les prochaines semaines. Le 18 mars sera une date de mobilisation pour l'emploi et les conditions de travail, le 22 mars contre l'extrême droite à l'appel d'organisations grecques.

La légitime colère des jeunes et des travailleurs de ce pays ne doit pas être instrumentalisée par les réactionnaires de tous poils que ne s'en servent que pour leurs propres intérêts : faire reculer nos droits, nous diviser pour mieux nous exploiter. Nous ne devons compter que sur nous-mêmes et imposer que les besoins de la population passent avant les profits d'une minorité.

Le NPA propose à toutes celles et tous ceux qui ont envie de refaire Mai 68 de commencer dès à présent en organisant la révolte contre ce gouvernement. C'est pour cela que nous appelons à un grand week-end de manifestation le 12 avril.

Le NPA aux municipales : votez anticapitaliste !

Le changement, c'est dans les urnes ? Au NPA nous n'avons pas ce genre d'illusions, ni sur cette échéance électorale ni sur celles à venir. Nous pensons que seule l'action collective des jeunes et des travailleurs peut changer la donne ; nous sommes convaincus de la nécessité d'un changement révolutionnaire de cette société faite de misère et d'oppression. Cette conviction nous amène à concevoir et à pratiquer la politique autrement : nous construisons des luttes sur nos lieux d'études et de travail, nous essayons d'y impliquer tout le monde, de façon unitaire et démocratique, que ce soit contre l'extrême droite, pour le droit à l'avortement, contre la dégradation de nos conditions d'études, ou encore pour l'interdiction des licenciements. Cependant, le NPA présente aussi des candidats et des candidates aux élections municipales. Tous les militants sont mobilisés : distributions de tracts, meetings dans les villes, les quartiers, les facs. Comment comprendre alors cette participation du NPA à cette échéance de « politique politicienne » ?

Le sens de notre démarche est très simple : il s'agit de porter une voix anticapitaliste. Dans le cadre de la société capitaliste, les élections restent, malgré tout, un moment de politisation pour une partie de la population. Nous profitons de cette occasion pour continuer à défendre nos idées. Nous en profitons aussi pour offrir une tribune aux luttes que nous menons au quotidien : c'est pourquoi nous présentons à plusieurs endroits des listes unitaires avec d'autres organisations ou avec des indépendants.

Les municipales sont d'ailleurs une élection particulière, où on est censé discuter des « problèmes locaux ». Logement, santé, école, transports, culture ou aménagement urbain, pour le NPA il n'y a pas de « problèmes locaux ». Partout c'est le même combat qui doit être mené : s'organiser contre la logique capitaliste, contre l'austérité, la casse du service public ; se battre pour une autre société, démocratique et solidaire.

Francesco Paris 1

Face au recul du gouvernement sur la « loi famille» MOBILISONS-NOUS POUR L'ÉGALITÉ DES DROITS !

La crise économique du capitalisme s'accompagne de régressions sociales sans précédent. Pour preuve, l'Etat espagnol s'attaque à l'IVG, droit fondamental des femmes à choisir de mener à terme ou non une grossesse. En France, le climat n'est pas aussi délétère sur cette question puisque la notion de « situation de détresse » a récemment été supprimée de la loi. Néanmoins, des centres IVG ferment et les médecins peuvent refuser de pratiquer l'avortement.

C'est dans cette situation que le gouvernement a une nouvelle fois cédé face au camp des réactionnaires et nostalgiques d'un ordre moral conservateur, en revenant sur la « loi famille ». En reportant la présentation du projet de loi et en annonçant l'abandon de la de la PMA, pourtant promise pendant la campagne du candidat Hollande, il démontre que le sexisme, le patriarcat et l'homophobie sont toujours d'actualité.

Estimer que seules les femmes en couple hétérosexuel peuvent avoir accès à la procréation médicalement assistée revient à affirmer que toutes les femmes ne sont pas égales face à la loi. Ainsi, l'Etat s'arroge encore



une fois des prérogatives que seules les femmes devraient avoir sur leurs propres corps.

Qui plus est, la coparentalité et le statut de beaux-parents sont reportés sine die ; les parents, parce qu'homosexuels, n'ont pas les mêmes droits que les autres.

Ce recul les laisse dans une précarité insupportable et maintient une inégalité honteuse, tout cela dans un contexte de libération des discours réactionnaires et homophobes.

Ce gouvernement, en cédant face à la droite et à l'extrême droite comme il l'a fait début février, ne cesse d'entretenir le climat violent d'homophobie. Entre renoncements et trahisons, il continue de véhiculer l'idée selon laquelle les sexualités et les genres ne se valent pas tous.

Dans les luttes et dans la rue, nous continuerons de défendre l'égalité de droit et de fait. Nous ne cesserons de nous battre pour que tous et toutes puissent vivre dans une société juste, sans oppressions où chacun-e puisse s'épanouir quelles que soient ses identités.

Lucie Rennes

Toutes et tous dans la rue le 22 mars pour faire barrage à l'extrême droite et au gouvernement !

Partout en Europe, on assiste à un retour de l'extrême droite et de ses idées. Si elle n'est pas au pouvoir comme en Hongrie ou en Autriche, elle réalise des scores électoraux non négligeables. En France, depuis les « manifs pour tous » l'an passé, l'extrême-droite a repris confiance et n'hésite pas à commettre des agressions homophobes, lesbophobes, islamophobes... En juin, cela s'est exprimé tragiquement par l'assassinat de Clément Méric. Depuis, nous ne sommes pas en reste : agressions de femmes voilées, attaque d'un concert en soutien à des étudiants sans-papiers à Clermont-Ferrand en janvier, l'agression à coups de couteaux de deux militants à Lyon en février...

Tout cela se passe sur fond de manifestations réactionnaires ! « Le jour de colère » a regroupé environ 20 000 personnes défilant au son de slogans antisémites, islamophobes et de « CRS avec nous » (pas si rebelles que ça de demander aux défenseurs de l'Etat dirigé par Hollande de les rejoindre !). Même si la dirigeante du FN s'en défend, beaucoup de sections locales de ce parti ont appelé à rejoindre le « jour de la haine », comme dans le Vaucluse (où l'on trouve la députée frontiste Marion Maréchal Le Pen).

Face au discrédit des politiques antisociales et racistes du gouvernement qui expulse tout en faisant des cadeaux au MEDEF, l'influence du FN sur le plan électoral progresse, premier parti de France dans un sondage pour les élections européennes, il pourrait remporter des mairies, comme à Hénin-Beaumont. Nous avons raison d'être révoltés contre ce système, mais il ne faut pas se tromper de colère, ce ne sont ni les immigrés, ni les LGBTI qui sont responsables de la misère et de la précarité. Nous devons reprendre la rue trop longtemps laissée à la droite et à l'extrême droite.

Le 22 mars, des organisations grecques confrontées aux néonazis d'Aube dorée (qui ont assassiné Pavlos Fissas en septembre) ont appelé à une manifestation internationale antifasciste. Nous devons être nombreux à battre le pavé, à la veille des élections municipales, pour qu'aucune voix ne soit donnée à l'extrême droite. Soyons nombreux, soyons déterminés à ne pas leur concéder du terrain.

Sana Paris 1



L'EUROPE DE L'EST SE RÉVEILLE !

L'image des pays d'Europe centrale et de l'Est où le peuple subissait des dégradations de ses conditions de vie dans une passivité exaspérante semble révolue. La multiplication de mobilisations depuis quelques années en témoigne. Depuis la Slovaquie jusqu'à l'Ukraine en passant par la Bulgarie et la Bosnie, des mouvements massifs ont réussi à faire tomber des gouvernements.

L'Ukraine ébranlée

Secouée depuis des mois par une forte contestation s'exprimant dans les rues des principales villes du pays, notamment à l'ouest, l'Ukraine vit la crise la plus aiguë depuis son indépendance en 1991. Le mécontentement populaire répond à des causes bien plus profondes que de simples « aspirations européennes » : la dégradation des conditions de vie et les humiliations depuis plus de vingt ans d'un régime politique corrompu, sont les éléments fondamentaux pour comprendre cette explosion sociale. Les 18 et 19 février Kiev a été le théâtre d'extrêmes violences : près de 100 morts et des centaines de blessés.

Pour tenter de calmer la situation, les leaders de l'opposition pro-UE, soutenus par l'impérialisme, ont passé un accord avec le pouvoir en place, mais les manifestants l'ont refusé. Le président Ianoukovitch a alors été lâché par les oligarques locaux et par ses propres députés. Ainsi, il a été contraint de s'enfuir vers l'Est du pays et d'abandonner le pouvoir.

Actuellement personne ne voit clairement une issue au conflit. Tandis que des groupes ultranationalistes d'extrême droite ont réussi à gagner la sympathie d'une partie des manifestants, l'opposition pro-UE essaye de contrôler le mouvement, sans succès pour l'instant. Alors que l'Ouest du pays, dirigé par l'extrême-droite, s'est soulevé contre le pouvoir central, s'emparant de bâtiments officiels et même de dépôts d'armes, l'Est commence à se mobiliser contre « le coup d'Etat fasciste ». Le risque d'une guerre civile n'est donc pas à écarter.

Les revendications ouvrières et populaires au cœur de la contestation en Bosnie

En Bosnie, le 5 février dernier, une manifestation contre le chômage, la misère et les privatisations de la ville de Tuzla mettait le feu au pays. Le lendemain ont eu lieu à Sarajevo et dans d'autres villes des manifestations en soutien aux revendications des travailleurs et de la jeunesse de Tuzla, accompagnées d'affrontements très durs entre police et manifestants.

Le chômage et la misère dans laquelle se trouve une grande partie de la population (le taux de chômage est de 44%, plus de 60% parmi les moins de 25 ans) sont à la base de cette révolte qui a fait tomber plus de 50 responsables politiques locaux et régionaux. A la différence d'autres mobilisations depuis les années 1990, on a vu Bosniaques, Serbes et Croates manifester ensemble. Cela pourrait remettre en cause ces divisions nationalistes héritées des guerres



en ex-Yougoslavie.

A l'Est aussi, pour une alternative révolutionnaire

Dans tous ces mouvements la jeunesse a joué un rôle central. Pour une grande partie d'entre eux, des travailleurs et travailleuses y ont pris part mais atomisés, en tant que « citoyens », et non à travers de leurs propres organisations (syndicales ou politiques). C'est ce qui permet aujourd'hui aux forces bourgeoises de capitaliser ou canaliser le mécontentement. L'Ukraine en est l'exemple

le plus récent. Mais dans d'autres cas, comme en Bosnie, les revendications sociales ont occupé une place centrale. Cependant il manque encore, une direction révolutionnaire qui défende réellement les intérêts des opprimés contre les différentes solutions capitalistes. Soutenir les revendications sociales des exploités dans ces pays est fondamental pour que ces directions alternatives surgissent !

Philippe Paris 8



La mainmise des conservateurs sur le pouvoir

La nouvelle constitution tunisienne a été adoptée le 26 janvier dernier par l'assemblée nationale constituante (ANC), faisant suite à une situation de blocage qui a duré plusieurs mois. La nouvelle a été accueillie positivement par l'ensemble des pays impérialistes, comme le montre les déclarations du secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon, qui a qualifié l'adoption de celle-ci « d'étape historique », en présentant la Tunisie comme un possible « modèle pour les autres peuples aspirant à des réformes ». Il a aussi encouragé « les acteurs politiques en Tunisie à garantir que les prochaines étapes de la tran-

sition soient conduites d'une manière paisible, inclusive et transparente ». Celle-ci permet de remettre sur le devant de la scène, grâce à un vote de confiance à un nouveau gouvernement élu deux jours après, les forces conservatrices, qui ont toujours combattu la révolution. Le gouvernement en place la présente comme une avancée, comme l'affirme Mustapha Ben Jaafar, président de l'ANC : « dans cette constitution tous les Tunisiens et Tunisiennes se retrouvent, elle préserve nos acquis et jette les fondements d'un État démocratique ». L'apparente stabilisation de la situation politique tunisienne a redonné confiance à l'UE, au FMI ainsi qu'à

La révolution tunisienne face au tournant de la nouvelle constitution.

la Banque Mondiale qui ont de suite levé leur embargo économique sur le pays. Le FMI a également octroyé un prêt de 3,6 milliards, soit l'équivalent d'un cinquième du budget de l'Etat. Cependant cela ne se fera pas sans contreparties pour le peuple tunisien même si le FMI a revu à la baisse ses exigences concernant les mesures d'austérité, en acceptant de les étaler sur une période plus longue.

Loin d'être un renouveau démocratique pour la Tunisie, cette nouvelle constitution s'accompagne de l'arrivée d'un nouveau gouvernement, dirigé par Jomâa, et soutenu à la fois par le syndicat patronal (Utica) ainsi que par une grande partie de la direction de l'UGTT (le syndicat ouvrier). Le retour sur le devant de la scène politique d'anciens bénalistes comme Nida Tounes montre bien que la situation est propice à un véritable retour en arrière. L'objectif du gouvernement est clairement de fermer la période ouverte avec le soulèvement révolutionnaire en rétablissant la domination néocoloniale des puissances impérialistes. Pour ce faire le gouvernement dispose d'un plan bien précis : refonte du secteur financier, de la fiscalité, la libéralisation du secteur agricole ainsi que la privatisation des transports aériens et des marchés publics.

Faire face au reflux des luttes

Ce regain de confiance de la part des puissances

impérialistes s'explique par le recul assez important des forces politiques issues de la révolution. D'un côté les islamistes d'Ennahda s'effondrent et de l'autre le Front populaire n'a plus réellement les moyens d'influencer les travailleurs. L'essoufflement des mouvements sociaux et la vague de reflux que subit tout le mouvement ouvrier explique en grande partie le regain d'optimisme des grandes puissances.

Face aux difficultés que rencontrent le mouvement ouvrier et la jeunesse, Chamki Fathi, activiste révolutionnaire, affirmait dans l'Anticapitaliste : « les perspectives dépendent surtout de la capacité de la direction du Front populaire à corriger sa ligne politique et à revoir sa tactique et ses alliances. Elle doit aussi se débarrasser de l'idée désastreuse qu'il est possible de réussir la transition démocratique, sans que le combat pour les libertés ne soit associé à celui pour les droits économiques et sociaux. La réponse dépend, surtout, de l'attitude de la direction syndicale et de sa base face à la politique de Jomâa et aux revendications soulevées par la révolution. En tout cas, seules deux options demeurent possibles en Tunisie, celle de la liberté et du progrès social qui a été rendue possible par la chute du dictateur, et celle, du retour d'un pouvoir politique répressif comme complément indispensable du régime néo colonial dominant ».

François Marseille

PALESTINE VIVRA,

Israël un État d'apartheid !

En décembre dernier, Tel-Aviv et Jérusalem ont été les théâtres de manifestations massives de réfugiés africains qui protestaient contre les lois racistes votées par le parlement. Il est désormais possible de placer en rétention pendant un an et sans procès un immigré clandestin. Face à ces manifestations, Netanyahu réaffirmait sa volonté d'expulser les « dizaines de milliers de migrants clandestins ». Ces manifestations sont venues rappeler qu'il existe une politique de ségrégation importante dans ce pays, pas seulement envers les immigrés africains mais envers les Palestiniens.

Un dogme fondateur colonisateur

Le sionisme est une idéologie politique apparue au 19^{ème} siècle. Il visait à créer un État ethnique par la colonisation. De ce point de vue, les racines du sionisme ne viennent pas de la religion juive mais bien de la conception politique européenne de cette période. La religion ne servant, à cette époque, qu'à créer le récit d'une théorie nationaliste et colonisatrice. Comme tous les mouvements coloniaux, le sionisme est, par nature, unilatéral, le sort et le droit des autochtones n'a aucune importance et se base donc sur l'apartheid.

Une inégalité institutionnalisée par le gouvernement israélien

Aujourd'hui, sur le territoire israélien un million et demi de Palestiniens sont considérés comme des citoyens de seconde zone. Ils ne peuvent, selon la loi, être propriétaire sur 93 % du territoire israélien. Ils sont défavorisés en matière d'accès à la nationalité et au mariage, au travail, à l'éducation, à la santé ou encore aux permis de construire quasiment impossibles à obtenir.

Une mainmise sur la Cisjordanie

Dans les territoires occupés la situation est encore pire, depuis 1967 plus de 18 000 maisons palestiniennes ont été détruites afin d'étendre les colonies israéliennes, l'armée contrôle l'eau de Cisjordanie, en confisque 80 % et revend le reste aux Palestiniens quatre fois le prix initial. Il n'y existe aucune législation en matière de droit du travail, il n'y a ni salaire minimum, ni âge de départ à la retraite, ni maximum horaires.

Les Palestiniens vivent sous le joug de la juridiction militaire qui peut les mettre en prison sans inculpation, des punitions collectives, des confiscations de terres, des couvre-feux de plusieurs jours. Ainsi, il y aurait plus de 11 000 Palestiniens

incarcérés dans des prisons où des actes de tortures sont souvent dénoncés, et un Palestinien âgé entre 25 ans et 60 ans sur deux a déjà fait de la prison.

Pour circuler en Cisjordanie, il faut une autorisation israélienne délivrée arbitrairement mais il leur est interdit d'utiliser les autoroutes ou l'aéroport international de Tel-Aviv. Enfin, le mur empêche des milliers de Palestiniens d'accéder à leurs familles, travail, écoles ou même aux hôpitaux.

La bande de Gaza, un blocus meurtrier

De l'autre côté, la population gazaouie vit sous un blocus permanent qui la

prive des produits de première nécessité, d'eau et d'électricité. En sept ans, 150 paysans qui ont eu le malheur de trop s'approcher de la « barrière de sécurité » ont été abattus. Cela bloque aussi l'accès aux soins, et notamment la livraison de médicaments pour les hôpitaux ce qui oblige les grands malades à partir se faire soigner à l'étranger malgré les difficultés rencontrées pour quitter la bande. Aujourd'hui ce sont près de 6 millions de Palestiniens qui sont réfugiés et dans l'impossibilité totale de retourner dans leur pays.

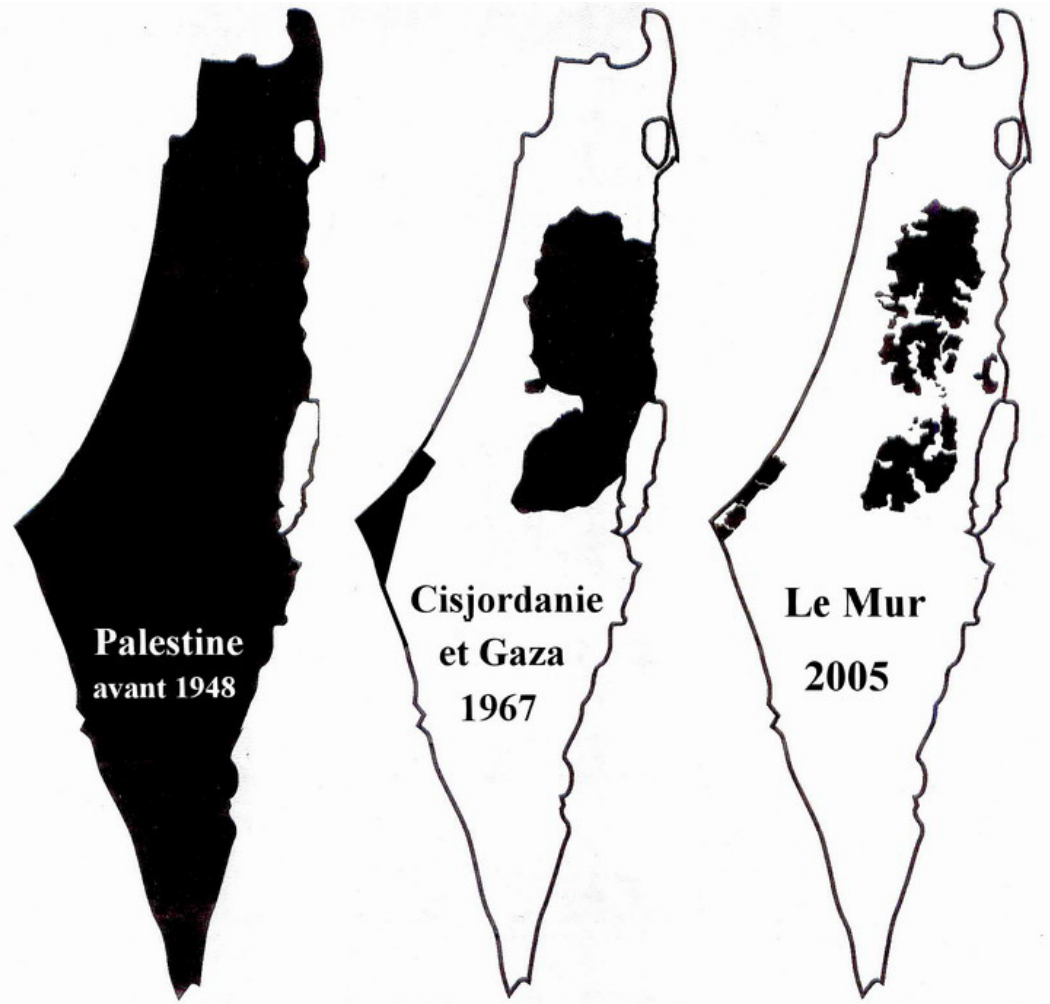
On voit donc qu'à des degrés divers tous les Palestiniens (près de 11 mil-

lions) subissent une ségrégation quotidienne. C'est donc bien le mot apartheid qui est le plus à même de décrire ce que vivent quotidiennement les Palestiniens.

Solidarité avec le peuple palestinien

Pour nous, il s'agit d'être de toutes les actions de soutien à un peuple en lutte pour ses droits fondamentaux, qu'il s'agisse du droit au retour des réfugiés, de la fin des blocus ou de la décolonisation de la Cisjordanie. C'est dans ce sens que nous participons à la campagne Boycott désinvestissement sanctions.

Pierre Strasbourg



Désertier l'armée israélienne : What's else ?

Lors de ces derniers jours nous avons entendu parler de la désertion de jeunes femmes de l'armée israélienne. Des événements assez peu médiatisés mais il faut comprendre que son ampleur est plus importante que nous pouvons le penser. En 2011, l'armée faisait face à 1 800 cas de désertion, en 2012 c'était de 2 700... Un chiffre en augmentation mais qui ne doit pas susciter de faux espoirs.

Les désertions politiques restent limitées, elles sont souvent le fait de la peur d'aller au combat et non une volonté de s'opposer au pouvoir militaire israélien. Pour autant, ces cas ont augmenté ces dernières années et font écho à un rôle de plus en plus clair de l'armée : coloniser et écraser le peuple palestinien.

Vivre la résistance version Gaza

Depuis le partage de la Palestine en 1947, les conditions de vie des Palestiniens ne cessent de se détériorer. Malgré les nombreux processus de paix officiels, la bande de Gaza, avec ses 360 km², ne cesse de subir bombardements, embargo, raids israéliens...

Une arrivée à Gaza

Pour entrer dans Gaza, il faut passer un checkpoint, impliquant plusieurs heures d'attente, et l'obligation de signer une décharge de responsabilité. Les routes sinueuses qui conduisent au centre-ville traversent un paysage dévasté : cadavres de bétails, maisons démolies, amas de déchets et morceaux d'obus... Les nombreux et récurrents bombardements ont causé la mort de dizaine de milliers de Gazaouis depuis le début de l'occupation, ainsi que la destruction d'infrastructures nécessaires telles que les hôpitaux, les écoles, les usines, ateliers et commerces... Dans l'une des villes les plus denses du monde, environ 60% des 450 000 habitants ont moins de dix-huit ans.

« Nous, les jeunes de Gaza, on en a marre d'Israël,

du Hamas, de l'occupation, des violations permanentes des droits de l'homme et de l'indifférence de la communauté internationale ! » (Manifeste des jeunes de Gaza, décembre 2010)

La vie quotidienne des Palestiniens c'est aussi la possibilité de subir des exercices militaires grandeur nature. L'armée israélienne s'est octroyé le droit de faire irruption chez des Palestiniens en tenue de combat, de les braquer, de les menotter... Tout cela étant légal, ainsi à tout moment les Palestiniens peuvent voir des militaires entrer chez eux et détruire leurs maisons.

Aujourd'hui, pour une majorité de Gazaouis de moins de vingt ans, il n'existe qu'une seule « échappatoire » à la violence qui ponctue leur quotidien : les loisirs culturels. Pour les jeunes, (sur)vivre dans une prison à ciel ouvert n'imposerait pas forcément une exclusion de la vie sociale mondiale. Certains groupes ont trouvé, via les réseaux sociaux, la possibilité de s'exprimer par leurs performances. Ils font du rap, du Parcours, ou du surf, réalisent des courts

métrages, et postent leurs vidéos sur le net. L'art est un moyen pour eux de dénoncer le blocus israélien, mais aussi d'exprimer leur exaspération face au Hamas. Après avoir fermé plusieurs centres culturels, le parti islamiste palestinien continue d'exercer une forte répression envers les jeunes qui ne rentrent pas dans les cases.

La nouvelle (et seule) arme que représentent les réseaux sociaux pour les jeunes gazaouis ne les protège pas des répressions exercées par Israël mais aussi par le Hamas. Chaque année, des jeunes sont arrêtés, torturés, tués, pour avoir pris la parole sans y avoir été autorisés.

Avec Israël comme ennemi et le Hamas comme adversaire, la jeunesse de Gaza résiste malgré tout. Cela ne peut être qu'une inspiration dans notre lutte anti-impérialiste, à leurs côtés.

E. Valtina lycée Paris

Pour avoir plus d'infos, voir la page Facebook d'un groupe de jeunes gazaouis, Gaza Youth Breaks Out : <https://www.facebook.com/GazaYBO?ref=stream>

PALESTINE VAINCRA !

Contre la barbarie coloniale, face à Tsahal,

BOYCOTT, DÉSINVESTISSEMENT, SANCTION !

Le 9 juillet 2005 émerge de la société civile palestinienne un appel au boycott, au désinvestissement et à la prise de sanctions à l'encontre de l'Etat d'Israël. Pourquoi un tel appel ? Car la Cour internationale de Justice vient un nouvelle fois de reconnaître illégal que l'Etat d'Israël construite à nouveau un mur sur les territoires palestiniens occupés. Une énième fois, Israël a bafoué le droit à l'autodétermination du peuple palestinien en continuant la construction du mur. Cet appel dénonce d'une part la politique coloniale de l'Etat d'Israël qui occupe depuis 1997 la Cisjordanie palestinienne, Jérusalem Est, la Bande de Gaza et les hauteurs du Golan syrien et d'autre part la politique d'apartheid que mène Israël à l'égard des Palestiniens citoyens d'Israël qui vivent des discriminations raciales en matière de logement, d'accès au service public et d'inégalité de traitement devant la justice israélienne.

Face à un tel Etat qui bafoue les droits de l'homme et face à une communauté internationale qui fait de l'Etat d'Israël un partenaire économique (vente d'armes, marché de la télécommunication) et un partenaire géostratégique (base militaire, point d'ancrage dans la région), il ne reste qu'un seul moyen de faire reconnaître ses droits: une campagne militante qui lutte pour la fin colonisation de la Cisjordanie, la reconnaissance des droits fondamentaux des Palestiniens citoyens d'Israël et pour le droit au



retour des quelques 6 millions de réfugiés palestiniens.

Cette campagne de boycott d'un Etat d'apartheid tire politiquement sur quatre cibles:

- la première est économique, elle consiste à boycotter tout produit manufacturé en Israël. BDS France agit à l'encontre d'entreprises françaises qui investissent en Israël. C'est notamment le cas de produits Carrefour, d'Orange et de Véolia qui actuellement relie les différentes colonies israéliennes de Cisjordanie entre elles.

-la deuxième est culturelle, si cette campagne ne va pas à l'encontre d'individus tels que des artistes israéliens, elle interpelle des artistes qui ont prévu de se rendre en tourné en Israël sur la situation là-bas, c'est aujourd'hui à Patricia Kass qu'il est demandé de ne pas chanter en Israël.

-le troisième concerne les événements sportifs qui vise à interdire de toute compétition l'Etat d'Israël. Du fait que la communauté internationale s'y refuse, BDS France appelle à des actions de soutien au peuple palestinien à chaque match ou une équipe française affronte une équipe israélienne.

-Enfin, la campagne BDS appelle à la fin des partenariats avec les universités israéliennes. Parce que les universités israéliennes participent grandement à la mise en place d'une idéologie qui justifie la politique intérieure et extérieure de l'Etat d'Israël mais aussi et surtout car les universités palestiniennes voient leurs libertés académiques restreintes par Israël.

En tant qu'anticapitalistes nous ne pouvons accepter l'impérialisme, le colonialisme et le racisme, en tant que militant-e-s pro-palestiniens nous ne pouvons que soutenir la campagne BDS.

Gaël Paris 1

Quelques éléments sur l'Etat d'Israël...

1 - La création de l'Etat d'Israël n'a rien à voir avec une quelconque histoire de Terre promise à un peuple élu. C'est le fruit d'un accord qui date de 1917 entre le Fédération sioniste et le gouvernement anglais par l'intermédiaire de la déclaration de Balfour (du nom d'Arthur Balfour, ministre anglais des affaires étrangères de l'époque). Cette déclaration promet l'établissement en Palestine, qui sera sous mandat britannique à la fin de la guerre, d'un foyer national juif.

2 - Dans l'histoire communément racontée, la Palestine était une terre sans peuple, d'où l'implantation d'un foyer juif, puis la création d'un Etat pour les Juifs. Mais au moment de la création de l'Etat d'Israël, en 1947, ce sont près de 2 millions de personnes qui vivent en Palestine, dont plus d'un million d'arabes. Il n'est donc pas permis de faire comme si ces gens-là n'existaient pas...

3 - La création de l'Etat d'Israël s'est accompagnée dès le début d'une volonté de déposséder les Palestiniens de leurs biens par le rachat de terres agricoles ou simplement l'expulsion de populations et la saisie de terrains. Plus de 700 000 Palestiniens se retrouvent ainsi condamnés à l'exil en 1948. La plupart n'ont jamais revu leur maison.

4 - Plus d'1 million de Palestiniens sont aujourd'hui réfugiés dans des camps et malgré l'appui du droit international par l'intermédiaire de la résolution 194 de l'ONU pour le droit au retour des réfugiés, l'Etat d'Israël refuse toujours de l'appliquer.

5 - L'Etat d'Israël est le seul Etat au monde dont les frontières ne sont pas déclarées. Sa superficie est en permanente augmentation du fait de la politique de colonisation et d'extension territoriale. Ce sont près de 500 000 colons qui vivent en dehors des frontières théoriques de cet Etat.

6 - Le morcellement des territoires dits palestiniens rend bien évidemment totalement illusoire l'existence d'un Etat palestinien, aux côtés de l'Etat d'Israël. Accès très limité aux ressources naturelles, autonomie très relative de ces territoires, division spatiale entraînent une illisibilité de ce que pourrait être la Palestine.

7 - L'omniprésence de l'armée israélienne entraîne un état de siège permanent que ce soit pour les îlots cisjordaniens ou la bande de Gaza. Rien ne passe sans que l'armée en soit informée. Les contrôles d'identités, d'immatriculation, de domiciliation... le ravitaillement, les importations, tout est examiné, taxé, réquisitionné par l'Etat d'Israël. Après les bombardements sur Gaza en 2012, les habitants s'éclairaient à la bougie car la centrale électrique était détruite. Israël a donc décidé d'interdire l'importation de bougies !

8 - La loi n'est pas la même pour tout le monde. Là où les colons israéliens sont soumis à un tribunal civil, devant un juge civil, un Palestinien résidant en Cisjordanie est soumis à un tribunal militaire, devant un juge militaire, qui peut étendre sa durée de détention de manière infinie, même en l'absence de charges !

On entend souvent parler de « conflit israélo-palestinien » pour définir ce qui a lieu au Proche-Orient depuis 1947. Cette appellation présente de manière équitable les raisons, les torts, voire les moyens employés, des deux camps. En réalité il y a bien dans cette histoire un oppresseur et un opprimé, quoi qu'en disent certains. Personne n'oserait aujourd'hui expliquer qu'il y'a eu un conflit franco-algérien, ou un conflit entre Noirs et Blancs en Afrique du Sud ! L'Etat d'Israël est une machine de guerre, disposant de l'une des armées les plus performantes du monde. C'est aussi un Etat colonisateur de terres ne lui appartenant pas, un Etat qui traite les personnes de manière différente selon leur appartenance ethnique ou religieuse, un Etat qui enferme des populations derrière des murs, un Etat qui assassine impunément. Pour en finir avec ce « conflit », il faut tout simplement en finir avec cet Etat d'apartheid.

Roudoudou Toulouse

USA / Israël qui contrôle qui ?

L'idéologie sioniste est bien une politique qu'il faut combattre. Mais cela ne signifie pas entrer dans les fantasmes carrément délirants véhiculés autour d'Israël par des antisémites comme Dieudonné et Alain Soral. Pour eux, Israël contrôlerait le monde, les USA, la France, le Pôle Nord...

Prenons le pays le plus proche de l'Etat israélien, les États-Unis. L'Etat sioniste avec ses 8 millions d'habitants et ses 245 milliards de dollars de PIB contrôlerait les États-Unis, avec leur

population de 317,5 millions d'habitants et leur PIB à 15 000 milliards de dollars ?!

Depuis la création de l'Etat d'Israël, les États-Unis lui ont donné près de 75 milliards d'euros en aides directes, il s'agit de leur premier partenaire économique. Ils n'agissent ni par sympathie ni par ce qu'ils sont manipulés par un obscure complot... mais par intérêt !

Chaque année, l'aide versée sert à 75 % à acheter du matériel de guerre

aux marchands d'armes états-uniens, qui envoient sur place leurs techniciens et superviseurs pour assurer la logistique. Les États-Unis stationnent leur sixième flottes à Haifa et Israël en assure la maintenance en échange de la protection.

Quelques fois, des désaccords existent entre Israël et Washington. En général c'est bien l'oncle Sam qui a le dernier mot : quand Israël a commencé à vouloir vendre des armes au Venezuela, la Maison-Blanche a alors tiré la sonnette d'alarme et expliqué que si Jérusalem

ne se rétractait pas, elle couperait l'ensemble de ses financements.

Difficile de ne pas voir qui contrôle la politique militaire et commerciale de qui ! La tâche de l'Etat israélien est d'assurer aux États-Unis une ouverture permanente sur le Moyen-Orient. Et si demain les États-Unis n'avaient plus besoin de ce valet, ils le laisseraient tomber directement !

Hermann 92 nord

QU'EST-CE QUE LE SIONISME ?

Le mot « sionisme » est dans toutes les bouches. Dieudonné se pose en héros antisystème qui ose dénoncer les sionistes qui dirigent les banques et les médias (bref le monde, quoi!). Les partisans de l'Etat d'Israël accusent d'antisémitisme tous ceux qui se battent contre sa politique et a fortiori ceux qui remettent en cause la légitimité d'un Etat juif en Palestine. Pour y voir plus clair dans ce débat faussé par l'extrême droite antisémite et les sionistes eux-mêmes, il est important de retracer les origines de cette idéologie.

Les débuts du sionisme

L'année 1894 est marquée en France par la condamnation du jeune capitaine Alfred Dreyfus pour trahison. C'est le début d'une affaire politique qui bouleversera la société française pendant près de douze ans. Mais ce que cela met à jour, c'est l'antisémitisme qui imprègne la société française. La fin du 19e siècle est marquée par une montée importante de l'antisémitisme qui se matérialise par une vague de pogroms dans toute l'Europe de l'Est.

Les élites juives d'Europe occidentale adhèrent encore largement à l'idée d'une assimilation au sein des sociétés démocratiques. En Europe de l'Est où les Juifs sont encore souvent exclus de toute vie politique, les masses populaires juives se tournent vers la révolution et le socialisme comme moyen de construire une société débarrassée des pogroms et des persécutions et d'assurer le droit à une autonomie culturelle (enseignement du yiddish, auto-administration des communautés juives).

Bretagne qu'il va trouver le soutien nécessaire, juste après que la Palestine est passée sous mandat britannique. Ce soutien va se matérialiser le 2 novembre 1917 par la déclaration dite « Balfour », du nom du ministre britannique des Affaires étrangères. Cette lettre officielle, adressée à Lord Rothschild (un des responsables du mouvement sioniste international), affirme que « le gouvernement de sa majesté accueille favorablement l'idée de l'établissement d'un foyer national juif en Palestine ».

Peu importe qu'Arthur Balfour soit connu pour ses positions antisémites, ou que les Rothschild se préoccupent surtout d'endiguer la venue en Europe de l'Ouest des émigrants juifs d'Europe de l'Est fuyant les persécutions... S'il existe bien un point d'accord entre les sionistes et les antisémites d'alors, c'est que les Juifs doivent quitter l'Europe.

Sous cette impulsion, la colonisation va s'accélérer, passant rapidement à des milliers de colons juifs par an. Une colonisation qui passe par un système de rachat de terres en Palestine à des grands propriétaires terriens. Mais selon la doctrine sioniste, la terre qui appartient aux juifs, doit être travaillée par des juifs. C'est ainsi que les colonies juives prendront petit à petit contrôle d'une partie des terres, chassant sans aucun ménagement les Arabes qui y travaillaient jusque-là.

Le sionisme, encore largement minoritaire, gagne rapidement en influence après 1933 et l'arrivée d'Hitler au pouvoir en Allemagne. La réalité des politiques antisémites en Europe et l'horreur du génocide poussent des centaines de milliers de Juifs à fuir vers la Palestine. En 1935 ils sont plus de 440 000 à y vivre, représentant près

de 29 % de la population totale.

Premier soulèvement palestinien : la grève générale de 1936

Il est très clair, dès le début de la colonisation, que l'Etat des juifs se fera à l'exclusion des populations locales arabes. Le peuple palestinien est en réalité en train de se faire déposséder de sa terre par des Européens soutenus par une grande puissance capitaliste européenne. C'est en réponse à cela qu'est lancé à Naplouse, le 20 avril 1936, un appel à la grève générale, reconductible jusqu'à l'obtention de leurs revendications : « la cessation de l'immigration juive, l'interdiction de la vente de terres aux Juifs et la promesse d'un gouvernement désigné par les représentants de la majorité de la population ». La grève se généralisera à l'ensemble du pays et durera six mois. Mais le mouvement finira par s'étioler, puis se transformera en une guérilla qui continuera ainsi jusqu'en

quelques années plus tard en 1967 et marque une victoire définitive d'Israël sur les pays arabes. Elle dessine les nouvelles frontières d'un territoire palestinien réduit à peau de chagrin. Tous les territoires conquis pendant la guerre (Cisjordanie, bande de Gaza, désert du Sinaï, etc.) restent sous occupation militaire israélienne tandis que la ville de Jérusalem est annexée à Israël.

Et aujourd'hui ?

L'histoire récente de la Palestine, malgré la farce internationale du processus de paix, est marquée par la colonisation brutale par l'Etat d'Israël et par les incursions récurrentes et sanglantes de son armée dans les territoires palestiniens. Car pour l'Etat sioniste il ne peut y avoir de processus qui mettrait fin à cette colonisation. Cette perspective est en contradiction directe avec le projet politique qui a abouti à la création d'Israël. Il est

« (...) pour l'Etat sioniste il ne peut y avoir de processus (de paix) qui mettrait fin à cette colonisation. Cette perspective est en contradiction directe avec le projet politique qui a abouti à la création d'Israël. »

En réaction, un projet politique émerge chez une partie des Juifs d'Europe, s'inspirant notamment de cette période de montée des nationalismes européens (Italie, Allemagne, etc.) : Il y a un peuple juif, il a donc droit à son Etat. Le sionisme, en tant que mouvement politique, est aussi marqué dans son essence par le colonialisme triomphant du capitalisme impérialiste.

Le premier congrès du mouvement sioniste se tient au mois d'août 1897, dans la ville de Bâle. Deux résolutions politiques y sont adoptées : la première affirme l'objectif du sionisme à travers la colonisation de la Palestine, la deuxième indique que dans ce projet le mouvement sioniste devra chercher le soutien de grandes puissances européennes.

La colonisation de la Palestine

Car le mouvement sioniste allait effectivement se heurter à un problème d'importance : les populations locales ! En 1897, seulement 5% de Juifs vivent en Palestine et la construction d'un Etat juif devra nécessairement se heurter à la volonté des 95% de populations locales.

C'est finalement auprès de la Grande-

Le sionisme ne trouve donc pas son origine dans une interprétation mythique ou mystique d'une diaspora ancestrale et d'un peuple unique destiné au retour sur la terre de Dieu, mais bien sur les bases matérielles de l'antisémitisme, et dans la matrice idéologique du nationalisme et du colonialisme.

Le sionisme reste dans un premier temps très largement minoritaire.

« Il est important de comprendre que l'idée d'un Etat juif et démocratique établi sur des terres arabes, ne peut être qu'une illusion. C'est pour cette raison que notre antisionisme est anticapitaliste et anticolonialiste. Nous nous battons pour une Palestine démocratique et multinationale où peuvent cohabiter Juifs et Arabes sur un pied d'égalité. »

1939. Celui-ci sera finalement défait au terme de nombreuses années de lutte, marquant ainsi la première défaite du nationalisme palestinien. Ces années sont marquées par une répression féroce de la Grande-Bretagne, et offrent une occasion pour le mouvement sioniste de prouver son allégeance et de démontrer son utilité de gendarme pour les puissances européennes dans la région.

De la fondation de l'Etat d'Israël à la « Guerre des 6 jours »

Entre la fin de l'année 1947 et l'année 1948, les Etats-Unis - par le biais de l'ONU - offrent aux sionistes la séparation de la Palestine en deux Etats, l'un juif et l'autre arabe. Ce même Etat juif qui est proclamé le 14 mai 1948 sous le nom d'Israël par Ben Gourion représentait alors près de 57% du pays. La population arabe était pourtant encore largement majoritaire à vivre sur ces terres.

Cette annexion officialisée par l'Occident est suivie d'une déclaration de guerre - ouverte cette fois - par les Etats arabes de la région (Syrie, Egypte, Transjordanie et Liban). Ainsi éclate la première guerre israélo-arabe, remportée par Israël, ou plus de 700 000 Palestiniens sont expulsés de leurs terres et où la majorité d'entre eux est repoussée dans des camps de réfugiés en Cisjordanie et à Gaza. Cette guerre n'est que la première d'une longue liste d'affrontements dont les seuls perdants restent, systématiquement, les populations palestiniennes. La guerre « des six jours » éclate

important de comprendre que l'idée d'un Etat juif et démocratique établi sur des terres arabes, ne peut être qu'une illusion. C'est pour cette raison que notre antisionisme est anticapitaliste et anticolonialiste. Nous nous battons pour une Palestine démocratique et multinationale où peuvent cohabiter Juifs et Arabes sur un pied d'égalité.

Mais nous lutterons également contre tous ceux qui assimilent dans un raccourci coupable Juifs et sionistes. Les antisémites et les sionistes se légitiment l'un l'autre ; les uns en entretenant le mythe d'un complot juif international, les autres en se présentant comme unique rempart contre l'antisémitisme. Certains aiment à entretenir l'image sortie tout droit des affiches de propagande du Troisième Reich, d'une pieuvre sioniste qui contrôle le monde et la France. Cela est commode et permet de nous dédouaner de notre propre impérialisme. Mais le sionisme ne contrôle pas le monde : plutôt que la pieuvre étendant ses tentacules, l'état d'Israël est l'un des multiples tentacules d'un système que les antisémites sont les premiers à défendre : le capitalisme, qui porte en lui l'impérialisme et le colonialisme.

Manon Paris 1



Réfugiés palestiniens en 1948 (sous mandat britannique)

A Tolbiac, l'extrême droite ne passera pas !

MEETING UNITAIRE



Dieudonné,
Soral,
Le Pen...

**TOUS ENSEMBLE, COMBATTONS TOUTES
LES FACETTES DE L'EXTRÊME-DROITE**

Luttons pour nos droits et l'égalité

18H30 **JEUDI 20
FÉVRIER**

90 RUE DE TOLBIAC
AMPHI

avec Michel Briganti
co-auteur de "La galaxie Dieudonné"
et des militant-e-s de Paris 1

COLLECTIF
UNITAIRE
PARIS 1
CONTRE
L'EXTRÊME-
DROITE

soutenu par

unif
Paris 1

Solidaires
étudiant-e-s
Paris 1

NPA

Gauche
Paris 1

Jeudi 20 février. Université Tolbiac (Paris 1). Amphi bien rempli, plus d'une heure de débat... 90 personnes ont participé au meeting unitaire appelé par le collectif local contre l'extrême-droite regroupant l'UNEF, Solidaires-étudiant-e-s, le NPA et le Parti de gauche. Michel Briganti, co-auteur de *La galaxie Dieudonné*. Pour en finir avec les impostures, a ouvert le bal pour déconstruire les discours nauséabondes de Dieudonné et Soral. De la tribune, trois militants locaux sont revenus sur la montée de l'extrême droite et du FN, pour combattre son discours et son programme qui trouve aujourd'hui un écho chez les jeunes et les salariés qui subissent de plein fouet l'offensive antisociale et raciste du gouvernement. Alors qu'il y a urgence à construire la riposte face à sa politique pro-patronale, nous devons aussi réagir face aux agressions qui se multiplient et combattre l'influence de

l'extrême droite dans nos milieux. Nous avons proposé aux participants de s'engager à nos côtés, de s'organiser dans le cadre du collectif unitaire avec en ligne de mire la préparation de la journée internationale de lutte féministe le 8 mars et celle antifasciste du 22 mars, à l'appel d'organisation grecques.

Rennes antifasciste !

Le 8 février se tenait le meeting du FN, ainsi que l'inauguration de son local de campagne situé en plein centre de Rennes. Depuis 1995, le FN n'avait pas réussi à présenter de listes aux municipales dans cette ville. Deux rassemblements ont été appelés contre la tenue de ce meeting, à des endroits différents : un appelé par le collectif antifasciste, la JC et le NPA sur le mot d'ordre « Ni Valls, ni Le Pen », l'autre appelé par les principales forces du Front de Gauche, la CGT, et le SNES préférant « interpeler la mairie ». Le rassemblement du Front de Gauche a fini par rejoindre le premier rassemblement qui s'était transformé en manifestation. En tout ce sont 700 personnes qui ont manifesté à Rennes contre l'extrême droite et les fascistes. C'est une réussite. Ce qui a été dit dans les médias au sujet de cette manif est faux. « La ville à feu et à sang » ou « un climat d'émeute » ne correspondent pas à la réalité. Par contre, plus de 300 CRS déployés et des barrières anti-émeutes nous prouvent bien de quel côté se trouvait la violence. Bilan: moins de 100 personnes au meeting du FN. Plus que jamais, cette manif a prouvé l'importance d'une riposte unitaire antifasciste.

Mimosa Rennes

Bilan d'une réunion publique sur l'IVG à Lille

Le mois dernier, les jeunes du NPA de Lille organisait une réunion publique sur l'université de Lille 3 autour du thème : « l'avortement : on s'est battuEs pour le gagner, on se battra pour le garder ! ».



La remise en cause de l'avortement a été la toile de fond de la discussion. Mais cela nous a permis aussi d'aborder la question de l'actualité du combat féministe plus globalement et de préciser notre conception du féminisme : se battre pour les droits des femmes, pour l'égalité et contre la division de notre classe sociale, des jeunes et des salariés.

Une quinzaine de personnes ont participé à la réunion publique, dont notamment plusieurs étudiantes qui étaient déjà venues à une échéance que nous avons organisée l'année dernière avec comme thème « les femmes dans les révolutions ».

Cette réunion a été un point d'appui avec comme prochaine étape la préparation d'une manifestation pour le 8 mars, événement qui n'a plus existé depuis longtemps à Lille

En bref...

A **Rouen**, en janvier, une réunion publique organisée sur l'université de science humaine a regroupé plus de vingt personnes autour du film *Mains brunes sur la ville*, documentaire montrant la catastrophe sociale et sociétale dans une commune dirigée par le FN.

À **Aix-Marseille**, plusieurs étudiants se sont retrouvés dans une réunion publique autour de trois thèmes :

- la lutte contre l'austérité à l'université
- le combat contre l'extrême droite
- les luttes à l'échelle internationale

A **Lille**, une projection débat sur la Palestine a regroupé plus d'une dizaine de participants, autour du film *Valse avec Bachir* retraçant l'histoire des massacres de Sabra et Chatila.

A Rennes, la mobilisation commence contre la fusion des universités !

A la fin de l'année 2013, les directions des universités Rennes 1 et Rennes 2 ont annoncé leur projet de fusionner d'ici l'année 2016. Annoncé dans la précipitation et sans qu'aucune consultation de la communauté universitaire n'ait eu lieu, le projet a été accéléré par la mise en application de la loi Fioraso votée en juillet 2013. Cette loi prévoit de recomposer la carte universitaire en regroupant les facs, grâce à des fusions ou à des communautés d'universités.



L'objectif est de mettre en place de véritables mastodontes universitaires qui soient reconnus et compétitifs à l'échelle internationale. En effet, la fusion des facs rennaises s'inscrit dans un projet plus global, celui de constituer une communauté d'universités interrégionale avec la fac de Nantes, l'Université Bretagne Loire Atlantique. La fusion des facs rennaises est donc le résultat direct de la mise en concurrence

des sites universitaires. Dans un contexte d'austérité budgétaire, les conséquences de ces politiques seront irrémédiablement : une diminution globale des budgets, une réduction de l'offre de formation, et à terme la suppression des sites universitaires de proximité. Depuis quelques semaines, un début de mobilisation auquel participent activement les militants du NPA, s'est enclenché pour empêcher le processus de fusion. Une intersyndicale regroupant presque l'intégralité des organisations syndicales de Rennes 2, a été à l'initiative de deux assemblées générales, une AG étudiante et une AG de personnels qui ont toutes deux rassemblé entre 150 et 200 personnes et voté très majoritairement contre la fusion. De nouvelles assemblées générales et actions sont prévues dans les jours et semaines qui viennent. Ces initiatives doivent être des points d'appui pour construire une mobilisation majoritaire sur les deux universités, seule solution pour mettre un coup d'arrêt aux processus de regroupements en cours.

Léa Rennes

Non au projet de l'Ayrault-port Notre-Dame-des-Landes !

Samedi 22 février avait lieu à Nantes une grande manifestation qui faisait suite à l'autorisation donnée par la préfecture d'entamer les travaux pour la construction de ce grand projet inutile et impopulaire.



La veille de la manifestation, un sondage IFOP montrait que seuls 24% de la population était favorable au projet. D'ailleurs, les opposants se sont, eux, réunis en masse : plus de 500 tracteurs et 50 à 60 000 manifestants dans les rues de Nantes, dans une ambiance familiale et festive.

Malgré cela, la préfecture a interdit l'accès à l'hyper-centre de Nantes en modifiant le parcours de la manifesta-

tion et en déployant un dispositif de 1000 policiers, CRS et autres uniformes pour faire respecter leur décision. C'est cette provocation qui a été la cause des débordements, largement relayés et amplifiés par les médias.

Cette mobilisation a permis de démontrer que le projet d'aéroport était bien un dossier national dont Ayrault est le premier porteur. Pour une société respectueuse de l'environnement guidée par les besoins et non les profits, on lâche rien... Jusqu'au retrait du projet !

SEXUALITÉS

La sexualité est diverse selon l'époque, le lieu, etc. En un mot, selon les sociétés. Les normes en matière de sexualité n'ont rien de naturel. Les injonctions à l'hétérosexualité, au couple monogame ou encore à faire des enfants sont autant de normes qui nous sont imposées et que nous devrions remettre en cause. Une première révolution consiste à parler des sexualités et non de la sexualité: malgré les normes que la société nous incite à adopter, les sexualités sont plurielles. Pour cette toute première édition de cette toute nouvelle rubrique, quoi de plus évident qu'un premier article consacré... aux toutes premières fois !

LES PREMIÈRES FOIS

Les mouvements féministes des années 1960 et 1970 ont largement contribué à modifier les normes qui régissent la sexualité des femmes et la vision qu'en a la société. Alors qu'en moyenne, dans les années 1950, les femmes en France étaient âgées de 21 ans lors de leur « première fois », on situe aujourd'hui cette moyenne autour de 17 ans. L'initiation sexuelle était jusque-là majoritairement liée au mariage. Si ce n'est désormais plus le seul cadre légitime dans lequel peut s'exercer la sexualité, la « première fois » échappe-t-elle à tout contrôle social pour autant ? Rien n'est moins sûr.

D'abord, parce que nous sommes obligés d'avoir une « première fois ». Dans notre société, les individus qui n'ont pas de sexualité sont considérés comme anormaux et le plus souvent le cachent. Pourtant, notre corps nous appartient et si nous ne ressentons pas le désir d'avoir des rapports sexuels rien ne devrait nous y forcer.

Ensuite, parce que nous sommes fortement incités à partager cette « première fois » avec une personne du sexe opposé. En effet, dans cette société, les injonctions à réaliser sa « première fois » dans un cadre hétérosexuel sont nombreuses, et les relations sexuelles entre deux hommes ou deux femmes rarement considérées comme « la » première fois au même titre que les rapports hétérosexuels. Combien, par exemple, de premières

fois entre deux femmes ou deux hommes dans les séries télé ?

Et puis surtout, parce que la « première fois » se fait forcément... à deux ! Non, n'insiste pas, même si la première fois de ta vie que tu as joui c'était avec ton index et ton clito, cette fois-là ne sera jamais considérée par personne comme « la » première fois.

Enfin, parce que tout le monde sait mieux que toi quand sera le « bon moment » : pas trop tard pour les garçons, au risque de passer pour le puceau de service, et pas trop tôt pour les filles, si tu ne veux pas te trainer une réputation de fille facile.

Pas trop tard pour les garçons, parce que dans cette société, être un homme, un vrai, c'est avoir des femmes à sa disposition. En revanche, pour les filles, la « première fois » ne doit pas avoir lieu trop tôt. En fait, le moment idéal serait celui de la première relation amoureuse. Car la sexualité comme fin en soi et dans le seul but d'avoir du plaisir nous est encore interdite, et elle n'est légitime que dans le cadre de l'amour.

Alors que ta « première fois » n'ait pas été ce moment magique qu'on te vendait, que ton vibro et toi vous vous soyez éclatés ou que tu ne l'aies encore jamais inaugurée, une seule revendication : mon corps m'appartient, ma « première fois », avec qui je veux, quand je veux et si je veux !

Emma Paris 8



Football et politique



Le football est aujourd'hui le sport bénéficiant de la plus grande ferveur populaire et du meilleur relais médiatique

à travers le monde. Mais on peut observer également qu'il peut être un sujet éminemment politique :

Les stades de football peuvent devenir des lieux de contestation ou des lieux d'affirmation identitaire régionales, comme par exemple le Camp Nou du FC Barcelone contre le Real Madrid du Franquisme dans l'Etat espagnol.

Néanmoins, le football peut se révéler dangereux. Mussolini exploita le succès de la « Squadra azzura » pour asseoir sa suprématie en Italie.

Attention, les supporters de football ne sont pas tous des caricatures du beauf en marcel qui supporte son équipe de manière frénétique et outrancière avec une pinte de bière à la main ! Au contraire, les stades deviennent souvent des lieux de contestation collective face aux dérives d'un business sportif en plein développement. En Egypte, les groupes de supporters avançaient des slogans contre le

gouvernement avant la révolution et durant le processus ils étaient des groupes organisés pour s'affronter à la police auprès des manifestants. En Espagne, le Bukanero 1992 club de supporter du Rayo Vallecano s'opposait aux groupes d'extrême droite ; avec la crise il est descendu dans la rue contre l'austérité. En réalité, le foot et les groupes de supporters peuvent être un moyen de radicalisation et de politisation d'une certaine partie de la jeunesse en liant des revendications collective à leur passion sportive.

Cette radicalisation s'explique aussi par le décalage entre les salaires mirobolants des footballeurs et la baisse du niveau de vie de supporters issus des classes populaires.

Certains aimeraient que le football devienne un outil pour transformer la société. A l'approche de la coupe du monde 2014 au Brésil, le boycott de l'organisation de cette compétition face à l'augmentation des prix des titres de transports en commun par des millions de personnes prouve que la lutte des peuples opprimés peut avoir plus d'impact que l'instrumentalisation nationaliste et chauvine du football.

Les Rencontres internationales de jeunes sont un camp de jeunes, organisé par la IVe Internationale. C'est une semaine de rencontre entre militants, sympathisants et curieux de toute l'Europe et au-delà. Une semaine où l'on est réuni pour discuter de comment changer le monde, comment renverser le capitalisme, comment mettre en place une société plus juste et nous offrir un avenir. Des débats, des meetings, des formations, des fêtes ont lieu tous les jours. C'est aussi une semaine où l'on tente de pratiquer nos idées : lutte contre les préjugés sexistes, racistes, homophobes..., partage des richesses, autogestion, etc.. Cette année, les RIJ ont lieu en France, du 3 au 9 août. Il y a aujourd'hui mille raisons de se révolter. Les RIJ sont une semaine pour passer de ces révoltes à la révolution ! Pour t'inscrire, contacte-nous !



L'ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE

L'étincelle anticapitaliste Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution

Revue publiée par le secteur jeunes du Nouveau Parti Anticapitaliste

Directeur de publication : Jean Baptiste Tondou

Impression : Rotographie - Montreuil.

Numéro ISSN : en cours.

Numéro de commission paritaire : en cours.

Tirage : 1000 exemplaires.

10 bonnes raisons de venir aux RIJ plutôt qu'à la Coupe du monde

1) Pour faire des économies en Lexomil

Tu es désespéré parce que tu penses que le monde ne t'offre rien, qu'il n'y a pas d'avenir... ? Nous aussi ! Les RIJ regroupent des jeunes comme toi qui cherchent ensemble une solution pour changer la société et en finir avec le système !

2) C'est moins cher

599 euros pour le Brésil et sans logement, versus 250 euros pour les RIJ avec le transport, l'emplacement de camping et la nourriture compris... Si tu veux faire des économies, viens au RIJ.

3) Tu prends moins de risques

Parce que pour aller au Brésil il faut prendre l'avion. Outre le fait que certain ont le vertige ou le mal de l'air, il y a un risque de s'écraser. Pour aller au RIJ des trajets en car sont organisés collectivement.

4) Pas de dragueur en embuscade

Pour celles qui en ont marre de se faire draguer par des lourdingues : les RIJ ne sont pas un petit paradis sur terre... Mais par contre, on essaie d'organiser le camp à l'image de la société que nous voulons : auto organisée, sans sexisme, sans racisme...

5) Pour ne pas croiser la Manif pour tous

Ici on défend le droit de ne pas se marier, la liberté de sexualité ou encore celle de ne pas faire d'enfant... Ils ne risquent pas de venir ! Des vacances sans croiser de famille catho intégriste, c'est pas mal, non ?

6) Il n'y a ni perdant ni gagnant

Au sein du camp, pas de concurrence entre les jeunes, que ce soit lors des débats ou même lorsqu'on joue au foot. Par contre il est vrai qu'on souhaite une défaite : celle du capitalisme !

7) On ne tue personne

Ok, il est déjà arrivé qu'un camarade se casse un ongle en plantant sa tente mais sinon, personne n'est exploité. Pas comme au Brésil, où plusieurs ouvriers des chantiers de la coupe du monde sont morts du fait de leurs conditions de travail déplorables.

8) Pour réviser ton anglais

Les RIJ regroupent chaque année 500 jeunes venus du monde entier... De quoi améliorer ta première, seconde ou troisième langue ! Et si tu n'es pas polyglotte, pas de problème, des systèmes de traduction sont mis en place pour les débats.

9) Si tu n'aimes pas les palaces

Les RIJ c'est un camp avec des tentes, des douches et des WC construits sur le tas... Ni faste, ni luxe, c'est un parfait entraînement pour le jour où avec tes copains en grève tu occuperas ta fac ou ton bahut !

10) Tu n'es pas obligé de soutenir la France

Si porter du bleu-blanc-rouge et chanter la Marseillaise c'est pas vraiment ton truc, viens aux RIJ. Ici, quel que soit notre pays d'origine, nous cherchons à comprendre ensemble comment fonctionne le capitalisme et comment le renverser !

Abonnez-vous ! Prenez contact !

Nom Adresse Ville
Prénom Tél
Statut : Code postal e-mail

Envoyez à NPA Jeunes, 2, rue Richard Lenoir, 93 100 Montreuil
contact-jeunes@npa2009.org // Rédaction : etincelle.anticapitaliste@gmail.com
npa.jeunes.free.fr // 01 48 70 42 30

Je veux m'abonner au journal pour un an (à partir du numéro....) (joindre un chèque de 10 € à l'ordre de NPA Jeunes)

Je désire prendre contact avec les Jeunes du NPA